

RANAIVOARISON Guillaume Andriamitsara

Enseignant chercheur
Département de Sociologie – FACDEGS
Université d'Antananarivo, Madagascar

Socio-anthropologie des organisations et commerce d'informations à Madagascar

L'EPOQUE PROBLEMATIQUE

Des sociétés rurales les plus reculées à l'échelle des sociétés urbaines, les sociétés malgaches foisonnent d'organisations formelles, informelles, structurées ou non, à caractère unilatéral dans les intérêts préservés et multidimensionnel dans les assises sociopolitiques, unilatéral, dans l'approche des interactions sociales et multivoque dans le discours officiel, interdépendantes ou non au niveau à la fois des objectifs et des finalités. En somme, ces sociétés sont le théâtre d'innombrables conflits d'intérêts et de logiques mutuelles de récupération, et dans l'administration des richesses et dans la gestion des rapports sociaux politiques.

La question se pose quant à la dégénérescence de la guerre d'opinions qui en découle, en reflux des consciences sur des positions apathiques et attentistes, parlant d'une entreprise démocratique où la règle est l'acquisition d'une participation active et massive populaire aux principes d'un développement rapide et durable. Où se situent alors vis-à-vis de l'approche par compétence les fonctionnalités des dimensions de l'approche par activité et de celle par créativité ?

Il transparaît à cet effet et manifestement, qu'à travers le jeu des conflits d'intérêts et de logiques, les NTIC accentuent celui-ci dans le sens non d'une insertion vivante et responsable de l'individu et des groupes à des initiatives de régénération culturelle, économique et sociale mais à une idéologisation intégratrice et interactive des pratiques populaires, pratiques en situation de porte-à-faux, à la traîne des discours dominants.

La communication sociale est ainsi devenue une sphère autonome dotée de la faculté d'autorégulation, où les dimensions socio-anthropologiques de la réalité humaine ne semblent plus relever que de l'intelligence archéologique et de l'exotisme historico-journalistique.

Une horizontalisation du savoir dans une perspective post-modernisme paraît ainsi s'imposer dans un double objectif : revaloriser la pertinence des réalités socio-anthropologiques pour des stratégies efficaces sur le plan humain et humanisant, et repositionner la logique de l'unité des sciences sociales pour une juste épistémologie dans le sens post-moderniste.

Des années 60 à nos jours, le mouvement de la mondialisation/globalisation n'a cessé d'apporter à Madagascar un flux quantitativement énorme de savoir et de savoir-faire, en perpétuel renouvellement au rythme galopant des nouvelles technologies de l'information et de la communication, des dimensions sociales d'une telle dynamique ont cependant indiqué une propension nette de développement vers la régression sur deux fonds :

- du côté du vécu des masses, la vitesse de prolifération du secteur tertiaire, avec l'enrichissement de la couche minoritaire qui y est rattachée, est en contradiction avec la vitesse d'appauvrissement rapide de la majorité de la population ;
- du côté de la stratégie nationale globale de développement, les initiatives restent enfermées dans une logique de démarches verticales de l'ordre du contingent, relativement selon les capacités de négociation des notabilités politiques dans leurs relations proxèmes avec les bailleurs de fonds, et aussi selon les intérêts directs de ces derniers.

Dans ce contexte, la problématique du développement tend à s'éterniser au niveau de la question de l'opposition entre développement dans le Sud comme pôle subordonné à des impératifs durables de lutte contre la pauvreté, et, développement dans le Nord comme pôle modèle et comme finalité de l'éthique évolutionniste qui prévaut dans certaines disciplines dominantes actuelles des sciences sociales : un dualisme manichéen qui veut pérenniser un monde bipolaire d'inégale répartition du pouvoir et des richesses générés par les apports de la mondialisation/globalisation.

Notre approche socio-anthropologique des organisations veut identifier et objectiver dans la perspective du scientifiquement rationnel les mécanismes de circulation, d'exploitation et d'impacts des informations à l'échelle de ces organisations, en tant que l'information fait l'objet d'un commerce assumant les mêmes fonctions que le commerce d'armement.

Par organisation, nous saisissons ici toute forme d'institution fonctionnant sur la base d'un système de rapport de pouvoir et dégageant une hétérogénéité de statuts, de rôles, de responsabilités et de droits sur le plan à la fois endogènes et exogènes. Pour la précision des analyses cependant, et sans exhaustivité, nous n'avons cité en argumentaire que les organisations opérant directement dans la dynamique des rapports sociaux internationaux.

Le concept d'information renvoie aux théories et pratiques du développement dans le cadre précis de la compétence des sciences sociales, particulièrement de la Sociologie. Tandis que la notion de commerce est utilisée dans le sens strict de la recherche du profit matériel et financier avec la mise en cause de tous les moyens que cela implique.

Partant d'un exposé méthodologique liminaire, nous allons faire cas des organisations oeuvrant pour le développement à Madagascar, dans une brève approche synchronique. De là, nous passons à un essai d'indexation de la fonction du travail de consultance pour problématiser en dernière analyse la pérennité du mythe du développement dans le conflit permanent entre le légal et le réel.

LIMINAIRE METHODOLOGIQUE

Devenu incontournable, le contexte actuel de la mondialisation et de la globalisation implique la nécessité d'une approche des problématiques du devenir des sociétés humaines non plus dans les limites socio-spatiales des énergies actives et du potentiel d'un seul pays. Nous ne sommes plus sur l'itinéraire anticipatif de la constitution d'un village planétaire à partir du foisonnement des volontés nationales autonomes. Nous sommes à une étape déterminée du processus évolutif d'un village mondial constitué, au sein duquel la similarité est évidente dans les structures, les formes et les fonds pour ce qui concerne les schémas de fractures et d'inégalités sociales, que nous parlions du rapport Nord-Sud, des rapports de région à région, de région à commune, de commune à commune, de commune à quartier, de quartier à quartier, de quartier à ménage ou de ménage à ménage, etc.

Ce village mondial constitué est administré par une dialectique judicieuse du formel et de l'informel au niveau de la hiérarchisation fonctionnelle des structures d'exercice du pouvoir politique mondial.

Si, formellement, nous ne pouvons inférer en l'étape actuelle de l'existence légale et légitime d'un Etat mondial centralisé, la dynamique des rapports sociaux politiques mondiaux fait montre d'une situation équilibrée mais cohérente d'interactions interdépendantes, à travers ses variantes politiques continentales, régionales, nationales et locales dans le cadre informel du fonctionnement d'un tel Etat. C'est une situation informelle mais d'essence fondamentalement rationnelle dans la régulation centralisée des rapports entre les Etats et les diverses politiques d'Etat du monde.

Dans le sens de ce que Alain Touraine (1973) définit par « historicité », nous dirons que les « historicités » relatives, les logiques sociales relatives des diverses sociétés du monde s'interpellent, se rejoignent et se soudent dans un seul principe mondial

« d'historicité », celui de la domination des pays riches, sous l'instigation occidental-américaine, plus précisément des intérêts des classes dominantes de ces régions. C'est dans cette même optique que nous voulons interpréter l'opposition que l'anthropologue Emmanuel Todd (2002) voit dans les rapports sociaux économiques entre les Etats-Unis d'Amérique et l'occident, une opposition qui n'opère selon nous qu'un partage des tâches dans la gestion des richesses mondiales. Cette « historicité » mondiale nous présente alors deux faces :

- elle a fait ses preuves et persiste dans la même voie de stratégies de lutte contre la pauvreté à travers le financement d'innombrables projets mous relativement en rapport avec les besoins réels des localités, nous permettant aujourd'hui de statuer sur l'état de gageure de l'effectivité d'un développement humain durable dans les conditions actuelles de la production et de la reproduction des rapports sociaux mondiaux (*cf.* Bourdieu, *Stratégie de reproduction sociale*). La volonté commune de mener à terme l'avènement d'un village mondial à visage humain et humanisant subit d'inévitables dispersions de tendances telles que le terrorisme, le fanatisme et le sectarisme religieux, le génocide, la recherche scientifique à des fins guerrières, ...

- en son autre face, cette historicité constitue la matérialisation formelle de l'existence d'un Etat mondial dont la légalité s'appuie sur la fonctionnalité des institutions internationales, et la légitimité sur le mouvement mondial à la fois de paupérisation et de lutte contre la pauvreté.

En établissant le rapport entre les deux faces, nous avons à reconnaître que la nature des relations entre les Etats du monde est basée sur la fabrique et le commerce d'idées sur les théories et les pratiques du développement visant à pérenniser cette dynamique de l'historicité mondiale.

Alors que la fabrique relève de la compétence des experts en sciences sociales, que Michel Maffesoli (2004) traite de « nouveaux chiens de garde du système » à travers la peinture suivante « L'intellectuel est passé du statut de maître-penseur à celui d'« expert ». C'est dire la haute idée que l'on a de lui : il a été à la soupe ». Le commerce s'opère à travers la super-puissance politique des institutions internationales, et s'approprie les logiques locales par la médiation de la nouvelle vogue que constitue la prolifération des organismes non gouvernementaux, ceci afin de suppléer à l'incompétence et à la corruption des instances publiques nationales et locales.

Le phénomène de la subordination des sciences, et particulièrement des sciences sociales, au politique est ici un héritage historique imposé par les mécanismes de l'« historicité mondiale » des sociétés. Notre objectif est ainsi et finalement de rendre transparente la lecture sociologique de la Sociologie et de son enseignement dans un contexte d'hypocrisie conventionnelle entre les Etats, entre les Etats et la science, entre les Etats, la science et les peuples. Michel Maffesoli (2004) raisonne à ce propos dans les termes suivants : « Il faut rompre le cercle vertueux des analyses convenues. De ces analyses fades faites plus de virtuosité que d'amour. Analyses élaborées dans ces endroits protégés que sont les lieux de pouvoir (symboliques, économiques, politique). Analyses « sectaires », c'est-à-dire coupées de la réalité, à l'usage des tribus de ces mêmes pouvoirs, qui se contentent soit de conforter un statu quo bien fragile, soit de le critiquer d'une manière bienséante et polie ».

C'est dans cet ordre de logique épistémologique et éthique que nous avons voulu aborder cette réflexion sur « la socio-anthropologie des organisations et le commerce d'informations à Madagascar ». Notre réflexion investit la science dans ses dimensions à la fois nomothétiques et normatives.

INITIATIVES, MECANISMES ET IMPACTS DES ORGANISATIONS A MADAGASCAR. Cas de la sous-préfecture de Sakaraha⁷⁹

Dans le cadre précis de cet exposé, nous avons choisi comme terrain de référence la sous-préfecture de Sakaraha (*cf. Annexe*), située dans la région Sud-Ouest de Madagascar sur l'axe de la route Nationale 7 reliant la Capitale à Tuléar chef lieu de la Province autonome de Tuléar, dans la partie extrême Sud de Madagascar. [Faisant 71.793 habitants, la population masculine est supérieure à celle du sexe féminin, respectivement de 50,32% et de 49,67%. L'âge moyen de la population est de 24,06 ans. La moyenne est de 23,61 ans en milieu urbain contre 24,24 en milieu rural. L'âge moyen de la population masculine en milieu urbain est de 23,60 ans contre 24,46 en milieu rural. L'âge moyen de la population féminine en milieu urbain est de 23,62 ans contre 24,01 en milieu rural. La population active représente 56,87% et la population inactive est de 43,12%. Le ratio de dépendance économique est de 76%.]⁸⁰

La sous-préfecture de Sakaraha est enserrée au sein d'un triangle écosystémique avec du côté sud un écosystème minier, à l'ouest un écosystème forestier et touristique, et à l'est un écosystème agraire – la localité se trouve être en même temps un carrefour commercial doté d'un complexe hôtelier et au sein duquel tous les genres de trafic se pratiquent de façon assez informel : produits agricoles, produits miniers (saphir), drogue, prostitution, spéculations foncières, commerce de bovins, d'ovins, de volailles, de TIC (technologies de l'information et de la communication), arts Malgaches, voitures, ...

Dans la ligne de la tendance néo-libérale dominante actuelle, les bailleurs de fonds ont adopté le principe de la création d'un pôle moteur dans la dynamisation des lois du marché au sein de la commune – Ce pôle a été matérialisé dans la modernisation/ extension du marché communal, ainsi que des aires de stationnement avec le financement de l'AMCD / UE (Agence de micro réalisation et de coopération décentralisée de l'Union Européenne) et du projet PAICAL (Programme d'appui aux initiatives communales et Associations Locales). Il s'inscrit d'autre part dans la conception/réalisation du PCD (Plan Communal de Développement) avec les appuis du FED (Fonds Européen de Développement), du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), l'UE (Union Européen), l'AFVP (Association Française des Volontaires du Progrès), l'ANAE (Association Nationale pour les Actions Environnementales), l'ANGAP (Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées), l'AUE (Association des Usagers de l'Eau), le DELSO (Développement de l'Elevage du Sud-Ouest), l'ECAR (Eglise Catholique Apostolique Romaine), la FEKRITAMA (Mission protestante) et la WWF (World Wide Fund).

La problématique centrale, avec l'importance quantitative et qualitative des organisations impliquées dans le projet, gravite autour de la portée verticale des actions entreprises. Il n'y a eu jusqu'à maintenant aucun effet d'entraînement ni en amont ni en aval. Tout au contraire et par effets de démonstration, tout l'espace environnant et englobant les trois écosystèmes a vu s'aggraver les divers niveaux et la profondeur des multiples fractures sociales.

L'écosystème minier a capté la main d'œuvre masculine des terroirs agricoles et pastoraux, l'écosystème forestier et touristique la population jeune féminine. Sakaraha est en train de s'urbaniser à l'image de ces lieux de plaisir et de corruption, où l'on vit surtout la nuit pour les joies et spéculations diverses. Les produits alimentaires agricoles sont importés de Fianarantsoa, Antsirabe et Antananarivo, villes situées sur cet axe de la route nationale 7.

Sakaraha est le berceau de trois grands secteurs d'activité (secteur agricole, secteur minier et secteur touristique) dont la systémie a été méconnue par les instigateurs de ce pôle moteur financé par le projet PAICAL. La dépopulation des zones rurales s'accompagne ici

⁷⁹ Enquête personnelle 2004

⁸⁰ Bureau de la sous-préfecture de Sakaraha – Mairie de Sakaraha / Recensement 2004

du processus de bidonvillisation forcée et accélérée de Sakaraha, et de là vers les autres centres urbains de toute l'île. En fait de développement humain durable, n'est-on pas là en train d'initier la déstructuration durable ?

Aucune épargne n'est envisageable dans l'esprit d'une accumulation locale et d'un réinvestissement local. Les profits miniers sont soit rapatriés à l'extérieur, soit investis dans le bâtiment et le transport pour la sécurisation de fonds dans la capitale et ses alentours. Les profits touristiques suivent le même chemin après que l'Etat ait ponctionné sa part de devises. Le capital bovin est exploité sauvagement pour l'approvisionnement des villes en viande fraîche. Bref, le secteur agricole tend à l'autodépérissement⁸¹.

De par ces constatations, nous avons été enclins à remettre en question la dimension opérationnelle de l'approche projet dans sa logique verticale, et dans le même ordre d'idées à reconsidérer la fonctionnalité des travaux de consultance dans la trame des rapports sociaux mondiaux. Raymond Boudon (1995), à travers son individualisme méthodologique, nous propose à ce titre son « modèle cognitiviste » et de la « rationalité axiologique » : « Il est, semble-t-il, toujours subordonné au paradigme utilitariste des coûts et bénéfiques, même si l'intérêt immédiat n'est plus la seule finalité ». L'enjeu primordial des rapports sociaux mondiaux reste dans cette logique la captation privative d'un surplus aux dépens des bénéficiaires des aides extérieures.

C'est à la photographie de la personnalité du spécialiste en sciences sociales que nous conduisons notre démarche d'approche en dernière instance.

ACTIVITES ET CREATIVITES EN SCIENCES SOCIALES

Pourquoi Madagascar n'est-il jamais parvenu à se doter d'une stratégie nationale globale de développement ?

En première réponse, nous avons voulu identifier la raison de ce manque dans le mouvement à sens unique de la communication, qui évolue au sein du système des interactions entre les institutions internationales, les Etats nationaux, les institutions privées et publiques sur le plan éducationnel, et principalement les institutions académiques universitaires.

Ensuite, c'est sur la base d'une hypothèse prospective à propos du statut de l'expert international que nous avons voulu élucider la question.

Ce qui nous a amené à une esquisse d'un procès scientifique des organisations agissant dans les contextes relatifs des théories et pratiques de développement perpétrées dans le Sud, et particulièrement à Madagascar. Nous en sommes arrivés à ce constat que l'incontournabilité du processus de la mondialisation/globalisation ne peut que nous proposer deux choix : soit les pays du Sud s'inscrivent dans la logique d'une stratégie de développement en situation de concurrence subordonnée avec le développement dans le Nord, dans une logique dichotomique ; soit nous n'appréhendons qu'un seul processus de développement, sur le plan à la fois endogène et exogène, en l'occurrence le développement du développement de la mondialisation/globalisation dans un contexte spatio-temporel de vivre ensemble unique et équitable.

D'où nous avons à formuler un autre aspect de notre problématique centrale : « Ce n'est pas le développement du Sud, en contradiction permanente avec les intérêts du Nord, que nous avons à appréhender, mais, précisément et justement, le développement du Nord englobant le Sud dans le sens d'un développement unique, sans vision manichéenne ou dualitaire. En d'autres termes et pour formuler cela autrement ! « Comment développer le développement du développement ? »

Dans cette optique, nous voulons redéfinir le statut, la vocation et l'éthique de l'expert international sans distinction de nationalité, de pays d'origine, d'occupation institutionnelle. Expert international qui, en fait, pour nous, constitue le concept de base

⁸¹ Enquêtes personnelles, 2004

générateur des missions de tourisme de développement, de tourisme intellectuel, de tourisme scientifique et des éléments moteurs de toute stratégie de reproduction sociale au sens bourdieusiste de l'expression.

Nous allons alors citer six points essentiels :

- l'expert international s'avère être un commerçant du niveau de la sous-traitance intellectuelle et scientifique, qui vend au plus offrant son savoir et son savoir faire. Savoir et savoir faire qui doivent se contextualiser dans les limites méthodologiques des exigences socioéconomiques des bailleurs de fonds ;
- pour ce qui concerne les impacts des cas concrets, constats à l'échelle des divers écosystèmes à Madagascar, cette sous-traitance opérée par l'expert international consiste à déterminer les modalités d'une exclusion des sociétés lignagères de leur équilibre écosystémique naturelle pour les intégrer à deux choix alternatifs, soit en se marginalisant, en se réinsérant en contexte environnemental, au sein de processus de bidonvillisation de proximité. Ils se marginalisent de leurs écosystèmes avec comme ressources de survie : la mendicité, la prostitution, les petits emplois informels, les petits commerces de circonstance. Soit, ils s'expatrient dans un environnement urbain, pour cumuler travail dans les zones franches, prostitutions, petit commerce, vol, crime, etc. Et cela est tout à fait typique du volet tourisme qui constitue un secteur clé de l'économie : l'écotourisme à Madagascar.
- pour ce qui concerne le profil de l'expert international, il se construit son propre réseau de ramification organisationnelle sur le plan national et local à travers le concept de «consultance ». Tout d'abord il y a l'Etat national comme premier organisme de consultance publique, en ce qu'il n'est intéressé que par la logique de l'approche budgétaire, derrière le mimétisme institutionnel et démocrate. En second point, il y a la consultance privée, au titre des bureaux d'études, cabinets d'études qui sont devenus des sources appréciables de revenus pour l'assainissement des budgets des intellectuels scientifiques dans les pays du Sud. Ce qui entraîne une paralysie du domaine de l'académisme en matière de recherche action.
- la mésestimation des institutions académiques universitaires. En ce que celles-ci constituent un obstacle à cette relation directe des bailleurs avec les populations cibles, en ce sens que les institutions académiques universitaires sont supposées concevoir, élaborer des plans de développement humain et durable dans un sens qui va à contresens des intérêts des bailleurs.
- ce commerce d'informations fausse les données de terrain, les logiques de théorisation des stratégies de développement et aliène les spécialistes en sciences sociales, jusqu'à amener ceux-ci à s'atteler à de fausses éthiques méthodologiques pour un salaire qui vaut quand même la peine d'être reçu compte tenu du contexte de la civilisation marchande actuelle.
- l'expert international n'est donc pas suffisamment armé sur le plan technico-méthodologique et éthique pour assumer son statut d'expert international. Les impacts de ses interventions restent illusoire quant à l'espoir de l'avènement d'un développement humain durable.

La mondialisation/globalisation véhicule un intérêt unique: Le développement du développement de la mondialisation/globalisation au seul profit du Nord. Dans cette perspective, nous en revenons à notre problématique du « Comment développer le développement du développement » ?

Alors, toujours à titre prospectif et au-delà de la sociologie qui se veut être un pur académisme, nous proposons en dernière analyse, l'unité des recherches académiques et des recherches appliquées en sociologie, dans le contexte précis d'ajustement et de réajustement épistémologique préalable au niveau d'un « Sommet mondial des sciences sociales ».

Nous pensons que c'est dans cette logique seulement que la lutte contre la pauvreté peut puiser toute sa légitimité historique et politico-scientifique. Et à ce titre, l'expert n'est

pas là pour faire découvrir aux pauvres leur état de pauvreté et les stratégies en conséquence, mais inversement, il est là pour apprendre, afin de pouvoir se ramener au niveau des instances internationales porteur de l'esprit d'une nouvelle approche : l'approche par créativité en vue d'un développement humain mondial durable et authentique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1- ALTHABE (G.), *Circulation Monétaire et Communautés Villageoises Malgaches*, Cahiers Vilfredo Pareto, librairie Droz, Paris, 1970
- 2- BALANDIER (G.), *Sociologie Actuelle de l'Afrique Noire*, Presses Universitaires de France, Paris 1971
- 3- BOUDON (R.), *La logique du Social*, Hachette, Paris, 1979
- 4- BOURDIEU (P.), *Le Sens Pratique*, Edition de Minuit, Paris, 1980
- 5- GABIN (Ph.), *La communication. Etat des Savoirs*, Editions Sciences Humaines, Paris 1999
- 6- LA BOURDETTE (A.), *Théorie des Organisations. Sociologie d'aujourd'hui*, Collection dirigée par Georges BALANDIER. Editions PUF, 1992
- 7- LEDRUT (R.), *L'Espace en Question*, Anthropos, Paris, 1980
- 8- MAFFESOLI (M.), *Le Rythme de la Vie. Variations sur les sensibilités Postmodernes*, La Table Ronde, Paris 2004
- 9- MEILLASSOUX (Cl.), *Femmes, Greniers et Capitaux*, Edition François Maspero, Paris 1978
- 10- OTTINO (P.), *Les Economies Paysannes du Bas-Mangoky*, Editions Berger Laurault, Paris, 1971
- 11- ROUYEYRAN (J.-Cl.), *La logique des Agricultures de Transition*, Edition J-P Maisonneuve et Larose, Paris 1972
- 12- TODD (E.), *Après l'Empire*, Edition Gallimard, Paris, 2002
- 13- TOURAINE (A.), *Production de la Société*, Le Seuil, Paris, 1973

ANNEXE

Tableau 1 : Répartition de la superficie de la sous-préfecture de Sakaraha

SOUS-PRÉFECTURES	COMMUNES	SUPERFICIE (km ²)
SAKARAHA	Sakaraha	3213,597
	Miary Lamatihy	286,369
	Mahaboboka	323,524
	Amboronabo	457,059
	Beraketa	537,079
	Andamasiny Vineta	284,057
	Andranolava	880,016
	Ambinany	1257,535
	Mikoboka	1598,291
	<i>9 communes</i>	8837

Source : Centre de Formation aux Services de l'Information Géographique et de l'Environnement (CFSIGE)

Tableau 2 : Taux d'accroissement naturel par sous-préfecture dans la région Sud-Ouest

Sous-préfectures	Taux de natalité	Taux de mortalité	Taux d'accroissement naturel
Toliara I	2.9	0.8	2.1
Beroroaha	3.8	0.7	3.1
Morombe	3.9	0.8	3.1
Ankazoabo	3.1	0.7	2.4
Betioky	3.1	0.6	2.5
Ampanihy	3.9	0.7	3.2
Sakaraha	2.9	0.8	2.1
Toliara II	3.3	0.9	2.4
Benenitra	2.7	0.7	2.0
Ensemble région	3.28	0.74	2.54

Source : Monographie Toliara

Tableau 3 : Répartition chefs de ménage par sexe

Sous-préfectures	Milieu urbain		Milieu rural	
	Hommes (%)	Femmes (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Sakaraha	80.7	19.3	82.6	17.4

Source : Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH)

Tableau 4 : Taux de scolarisation des chefs de ménages

Sous-préfectures	Nombres de chefs de ménage	% ayant été à l'école
Sakaraha	13 896	26.40

Source : RGPH

Tableau 5 : Répartition des établissements sanitaires publiques

Sous-préfectures	CHR	CHD2	CHD1	CSB2	CSB1
Toliara I	1	1	0	3	5
Toliara II	0	0	0	11	12
Morombe	0	0	1	4	19
Betioky	0	1	1	12	7
Ampanihy	0	0	1	11	4
Sakaraha	0	0	1	6	5
Ankazoabo	0	0	1	2	12
Beroroaha	0	0	1	5	8
Benenitra	0	0	1	3	9
Ensemble Région	1	2	7	57	81

Source : Direction Interrégionale de la Santé/ Toliara

Tableau 6 : Répartition des établissements sanitaires privées ou confessionnelles

Sous-préfectures	CHR	CHD2	CHD1	CSB22	CSB1
Toliara I	0	1	0	6	1
Toliara II	0	0	0	5	0
Morombe	0	0	0	1	0
Betioky	0	0	0	0	3
Ampanihy	0	1	0	0	2
Sakaraha	0	0	0	1	1
Ankazoabo	0	0	0	1	0
Beroroaha	0	0	0	0	0
Benenitra	0	0	0	0	0
Ens. Région	0	2	0	14	7

Source : Direction inter-régionale des Districts Sanitaires de Toliara

Tableau 7 : Répartition des sources d’approvisionnement en eau potable

Sous-préfectures	Nb villages	Puits	Bornes Fontaines	Forages
TOLIARA II	23	13	105	18
MOROMBE	12	8	36	7
SAKARAHA	5	-	49	5
BEROROHA	1	-	6	1
ANKAZOABO	1	-	12	1
AMPANIHY	-	53	17	-
Total	42	74	225	32

Source : Service Régional de l’Hydrogéologie de Toliara et de l’AES

Tableau 8 : Répartition des établissements publics

Sous-préfectures	Nombre de		
	E..P.P	C.E.G	Lycées
Toliara I	20	5	2
Toliara II	114	13	-
Morombe	51	5	1
Betioky	84	3	1
Ampanihy	55	4	1
Sakaraha	27	2	1
Ankazoabo	42	3	1
Beroroha	38	4	0
Benenitra	13	1	0
Ensemble région	475	40	7

Source : Monographie Toliara

Tableau 9 : Répartition des établissements privés

Sous-préfectures	Nombre de		
	Ecoles primaires	C.E.G	Lycées
Toliara I	15	10	4
Toliara II	12	7	-
Morombe	45	4	-
Betioky	12	3	1
Ampanihy	3	-	-
Sakaraha	15	1	-
Ankazoabo	1	-	-
Beroroha	3	1	-
Benenitra	-	-	-
Ensemble région	106	25	5

Source : Monographie Toliara

Tableau 10 : Organisation des services de sécurité

Sous-préfectures	Commissariat de police	Poste de police	Brigade de la gendarmerie	Camp militaire ou de la gendarmerie	Service civique
Sakaraha	0	0	1	1	1

Source : Inventaire des sous-préfecture - DGEP/DPGE - Service de Politique Générale et Méthodologie de Planification - 2000

Tableau 11 : Situation de ressources forestières de la région

Sous-préfectures	Superficie (km ²)	Superficie forestière (ha)	Taux de boisement (%)
Toliara II	6 420	365 000	57
Beroroha	7 336	-	-
Morombe	7 919	149 500	19
Ankazoabo sud	7 540	144 550	19
Betioky sud	9 829	318 952	32
Ampanihy ouest	13 514	796 830	59
Sakaraha	8 837	69 850	8
Benenitra	5 010	-	-
Ensemble Région	66 405	1 844 682	28

Source : Circonscription des Eaux et Forêts - Toliara - 1998

Tableau 12 : Les sites touristiques

Sous-préfectures	Lieux et sites	Acces	Caractéristiques et intérêts touristiques	Spécificités des attraits
Sakaraha	Sakaraha	135 km de Toliara	Réserve spéciale de Zombitse et de Vohibasia. Vestiges de forêts primaires en bordure de la « route du sud »	Hôtel restaurant le BUFFET avec annexe.

Tableau 13 : Liste des ressources et indices miniers par sous-préfecture

Régions	Nom du gîte	Coordonnées Laborde		Substances	Minéraux caractéristiques	Données économiques	
		X	Y			Tonnage	Teneur
Sakaraha	Mahaboboka	185.0	350.0		Gypse	Indice	-
	Mahasoa	225.0	249.4	A12O3	Saphir	-	-
	Antaralava	194.7	367.0	A12O3	Saphir	-	-
	Maromiandra	230.9	385.0	A12O3	Saphir	-	-
	Antanandava			A12O3	Saphir	-	-
	Andranolava	218.6	384.3	A12O3	Saphir, chrysobéryl, spinelle	-	-

Source : Service de la géologie - septembre 2000